

Pour résister à la pandémie comme au temps des maquis, par le grand résistant Claude Alphanéry

A 97 ans, le grand résistant Claude Alphanéry nous dit comment ce qu'il a appris pendant la guerre peut être utile pour penser l'après pandémie.

Par Claude Alphanéry (Ancien président du Comité Départemental de Libération de la Drôme)

Au printemps 1943, trois ans après l'invasion de la France et la capitulation vichyste, les Alliés remportaient certes d'éclatantes victoires ; dans notre pays, des résistants s'élevaient contre l'envahisseur ; mais les forces nazies restaient redoutables. Une oppression féroce nous terrassait telle un virus étouffant. Et pourtant, quelques mois plus tard, à l'automne 1943, bien avant le débarquement libérateur, nous recommençons à vivre, à retrouver notre souffle, grâce aux armées alliées bien sûr, par nous-mêmes surtout. Parce que le peuple asservi de ce pays meurtri prenait depuis ses maquis un élan irrésistible pour briser ses chaînes et dans le même mouvement construire un monde nouveau pour l'après-guerre.

Je voudrais comparer ces jours de guerre à notre époque, tirer du retournement inouï qui nous a dégagés de l'asservissement et projetés vers l'avenir un enseignement qui nous aide à sortir de l'oppression physique et morale ressentie sous la pandémie, et simultanément à trouver les voies nouvelles d'un avenir respectueux du vivant. Comparaison peut-être hasardeuse, mais que je vis intensément.

Nous ne sommes pas, à proprement parler, dans une guerre contre un ennemi violent, barbare, visible, déclaré. Nous avons à nous défendre contre les effets invisibles (le virus) ou plus ou moins éloignés (le désastre écologique) ou sournois (les manipulations financières ou numériques) de crises économique, écologique, financière, sociale et aujourd'hui sanitaire entremêlées, que nos propres dirigeants dans leur obsession du profit financier ont engendrées. Mais, dans l'une et l'autre circonstance, nous avons à apprendre des années de Résistance comment l'état le plus sombre s'est transformé en un élan extraordinaire qui nous a conduit à la Libération.

Montée de la Résistance

Cet élan ne s'est pas produit dès 1940 ; la Résistance ne touchait alors qu'une faible partie de la population. En 1943, lorsque [Jean Moulin](#) m'a confié la direction des mouvements de résistance de la Drôme, ils se déchiraient entre communistes et gaullistes, entre catholiques et protestants, etc. J'avais pour mission de les unir dans un comité départemental et d'organiser l'action commune.

Dès l'automne, dans la Drôme comme d'ailleurs dans les départements voisins, un comité départemental et quinze comités locaux de libération rassemblaient tous les mouvements ; leur entente qui galvanisait les énergies n'était pas sans rapport avec l'heureux déroulement extérieur de la guerre, elle tenait surtout au développement massif des maquis sous le coup du STO (Service de Travail Obligatoire en Allemagne), qui forçait des centaines de milliers de travailleurs à se cacher. L'organisation des maquis pour les accueillir, assurer leur ravitaillement, leur sécurisation devenait une tâche majeure et délicate et pour la réaliser, l'union de tous les résistants s'avérait nécessaire. Elle fut puissante jusqu'à la Libération.

Quant aux maquisards, la plupart n'étaient pas jusque-là des résistants actifs (de même que la masse des Français de maintenant ne sont pas au premier abord des citoyens militants) ; dépaysés, désœuvrés pour la première fois, ils avaient, entre quelques coups de main contre l'ennemi, du temps pour réfléchir, pour échanger entre eux. C'était un peu comme le confinement, mais sans

isolement physique. Ils avaient au contraire l'occasion de rencontres inhabituelles, ils apprenaient peu à peu à débattre.

J'avais fait appel pour les y aider aux dissidents de l'école d'Uriage qui pratiquaient dans le Vercors des méthodes innovantes de débat. Ils m'avaient délégué [Simon Nora, futur conseiller de Mendès France](#), pour animer de formidables discussions sur la démocratie : quelles étaient les faiblesses, les errements de la IIIème République ? Pourquoi le Front populaire, après des avancées prometteuses, avait-il échoué ? Comment donner à tous accès à l'éducation, aux soins, etc. ?

Certains maquis devenaient ainsi des sortes de clubs de citoyens, où se forgeait l'opinion que les objectifs de la Résistance n'étaient pas seulement militaires, mais aussi civiques et politiques. Et je puis assurer que les débats de ces réfractaires sans grade, de ces réfuzniks ont eu une réelle influence sur les têtes pensantes du Conseil National de la Résistance. Celle-ci s'est poursuivie pendant les Trente glorieuses ; de grands artisans d'un New Deal économique tels que François Bloch-Lainé, Paul Delouvrier, Pierre Laroque, Simon Nora ont fait leurs armes dans les maquis. La Résistance n'a pas fondé un parti, mais son souffle a inspiré pendant trente ans les syndicats, les associations, les entreprises à vocation sociale, les collectivités... Ce souffle s'est après délité, l'économie financière prenant le dessus.

Apprendre d'hier pour agir demain

Cette irruption de mes souvenirs des maquis vient à la rencontre des crises qui s'entrelacent depuis la fin des années 70 et de la pandémie qui en est le dernier et cruel avatar. Comme pendant la guerre, notre pays connaît à côté de grandes souffrances de hauts lieux de résistance :

- Les hôpitaux où l'extrême urgence laisse peu de temps aux échanges contrairement aux maquis, mais où s'impose l'exigence de services publics plus soucieux des citoyens que des coûts financiers.
- Les expériences sociales et solidaires de lutte contre pénuries, exclusions, atteintes à l'environnement et simultanément de promotion de voies nouvelles (tiers-lieux, sociétés coopératives d'intérêt collectif, pôles de coopération, coopératives d'activité, etc.) où se forgent par l'innovation sociale une économie qui ne fonctionne plus comme avant.

Les analogies sont frappantes : de même que dans les maquis de la Libération, la lutte contre l'envahisseur était liée à une vision de la démocratie sociale (mais, il est vrai, sans souci écologique qui n'était pas encore à l'ordre du jour) ; de même les résistants d'aujourd'hui – qu'il s'agisse de médecins, soignants de tout ordre, artisans de la vie quotidienne ou citoyens-militants pour un monde plus soucieux de l'humain et de la nature – se battent à la fois contre les souffrances et pour la mue d'un système périmé.

Les crises, comme hier la guerre, ne doivent pas se dénouer par l'identique, mais faire naître l'exigence de valeurs et de pratiques profondément transformées, de modes de production, d'échanges, de gestion radicalement nouveaux. Les expériences de soins et celles d'économie solidaire en cours sont un avant-goût, une ébauche, une promesse de transformations que l'effondrement de la vie économique et sociale nous offre une possibilité de réaliser.

Ces transformations, dont la nécessité est évidente quand on voit l'impréparation des hôpitaux face au Covid-19 et plus généralement l'état des services publics, impliquent un changement de paradigme, une réorientation des activités.

Un changement de paradigme

Encore faut-il bien identifier les activités que nous avons à abandonner et celles que nous souhaitons reprendre ou substituer. Les pouvoirs publics nous disent aujourd'hui quelles activités sont considérées comme essentielles de leur point de vue économique et doivent être poursuivies

malgré l'épidémie et quelles autres doivent être suspendues. Il nous faut aborder ce problème sous un angle élargi, celui de la transition écologique et solidaire, seule sortie acceptable de la crise.

Et dans cette vision, quelles productions inutiles voire nuisibles faut-il écarter ? Quelles activités doit-on développer ou créer ou relocaliser ? Quels moyens pour former à de nouvelles technologies, et plus encore à de nouveaux comportements ? Ne faut-il pas réunir les crédits et indemnités promis face à la crise en un revenu universel, permettant à chacun de s'attacher à de nouvelles formes d'activités ? Comment d'une façon plus générale opérer les transferts nécessaires pour ces profondes transformations ?

Ces questions sont difficiles. La façon dont elles sont posées par de grandes associations (Pouvoir de vivre, Labo de l'ESS, Fabrique des initiatives, Archipel pour les jours heureux, ONG, etc. dont la valeur et les perspectives sont explicitées par le second Manifeste convivialiste) est encourageante. Et les succès de l'économie sociale et solidaire sur le terrain montrent sa capacité à réaliser de grandes transformations dans ses modes de production par sa sensibilité aux besoins de proximité, par son respect de la nature, sa recherche d'équilibre, de juste prix. Mais beaucoup restent sceptiques : trop d'intérêts puissants ou de conflits personnels leur font penser que les difficultés sont insurmontables. Et une partie de l'opinion est sensible aux discours de l'extrême droite (ceux d'un Trump ou d'un Bolsonaro) qui privilégient leur clientèle économique à la santé de la nature et des humains.

Il faut donc convaincre. Et l'on peut le faire en rassemblant des initiatives remarquables mais fragmentées ; en mettant en lumière les bénéfices des solutions apportées, les coûts sociaux évités, l'avenir préservé ; en conjuguant les efforts dispersés, en nouant des liens entre les expériences, entre les territoires en France et en Europe ; en constituant progressivement à partir des ententes locales un vaste éco-système porteur de développement équitable et durable. En retrouvant enfin pour convaincre l'énergie, l'optimisme raisonné des maquis et le lien social que la Résistance a su créer. Pourquoi ne pas créer, entre tous les réseaux, un Conseil National de la Résistance qui lancerait un nouvel Appel pour des jours heureux ?

Claude Alphandéry, bio express

Né le 27 novembre 1922 à Paris, Claude Alphandéry est un résistant, banquier et économiste français. Ancien président du Comité Départemental de Libération de la Drôme, et Lieutenant-colonel FFI, il est président d'honneur du Labo-ESS et de France Active.